

Bulgarie : marche arrière du gouvernement sur l'adhésion au Conseil de paix critiqué par Delyan Peevski

Description

Le 22 janvier, le président Donald Trump a fondé son Conseil de la paix dont il préside le conseil exécutif, et a lancé des invitations aux autorités de nombreux pays pour en devenir membre. À la suite d'un conseil ordinaire, le gouvernement bulgare a pris la décision d'accepter cette offre. Mais, dès le 25 janvier, le GERB (parti majoritaire du gouvernement démissionnaire) suspendait le processus de ratification de cette décision, un recul confirmé le lendemain par le ministre des Affaires étrangères Georgi Georgiev. Ce dernier a précisé que le gouvernement démissionnaire ne s'engagerait pas plus avant et laisserait la responsabilité de l'adhésion au Conseil de la paix à la prochaine assemblée, car il n'y avait pas de date limite fixée à cette ratification et donc aucune urgence à la finaliser. Le ministre a précisé que cette nouvelle structure n'avait « *pas encore acquis les caractéristiques d'une organisation internationale dont la paix est le fondement* ». Aussi, Sofia pouvait observer et confirmer ou infirmer son choix en fonction des premiers actes de ce conseil. Le même jour, Boyko Borissov, le dirigeant du GERB, et Rossen Jeliazkov, Premier ministre démissionnaire, ont rencontré le député républicain Pat Fallon. À la suite de l'entretien, il n'a été aucunement fait mention de l'organisation initiée par D. Trump.

Celle-ci ne fait pas l'unanimité. Elle est fortement critiquée par le milieu universitaire (notamment des professeurs du département de droit international de la faculté de droit de l'université Saint Clément d'Ohrid de Sofia) et les milieux pro-européens, qui arguent du fait que cette décision isole la Bulgarie des autres Etats membres de l'UE qui ont majoritairement refusé d'adhérer au Conseil de la paix.

Le 26 janvier, Delyan Peevski, président du DPS-Nouveau Départ, a critiqué ce revirement du gouvernement Jeliazkov qu'il soutenait jusqu'à présent, en déclarant que cela envoyait un très mauvais signal aux partenaires internationaux. D. Peevski a fait part de son intention de demander au gouvernement s'il n'avait pas subi de pressions de PP-DB ou d'autres acteurs, l'amenant à modifier sa décision. La posture de D. Peevski pourrait être liée à son souhait de rentrer en grâce auprès de la Maison blanche, alors qu'il est sous le coup de sanctions de la part du département du Trésor pour faits de corruption.

Sources : *Mediapool, Slobodna Bosna, BG on Air, Marica.*

date créée

03/02/2026

Champs de Méta

Auteur-article : Stéphan Altasserre